

N° 1 – « QUELLES SONT LES VALEURS DE L'ÉCOLE REPUBLICAINE ET COMMENT FAIRE EN SORTE QUE LA SOCIÉTÉ LES RECONNAISSE ? »

1 – PRISE EN COMPTE DU JEUNE DANS SA GLOBALITÉ

La discussion est partie du diagnostic suivant :

- l'offre d'instruction est égale pour tous sur l'ensemble du territoire
- l'importance de la situation sociale des familles
- il y a un lien très fort entre la qualification, le diplôme et l'insertion dans la vie professionnelle

Les questions posées furent les suivantes :

- comment l'école peut-elle pallier aux faiblesses liées à l'encadrement familial ?
- qu'attendent les élèves de la relation avec les enseignants ?
- quels objectifs ? quels modes d'évaluation ?
- quel doit être le rôle des parents ?

Des propositions ont été avancées :

- la question du soutien et de l'aide aux devoirs a été abordée : le soutien serait parfois source d'ennui.
- les jeunes souhaitent plus d'espaces de rencontre avec les professeurs ; ils souhaitent des échanges en plus des transmissions de connaissances.
- les élèves attendent une prise en compte plus globale de leur personnalité. Ils ont parfois l'impression d'être laissés sur le côté. La période la plus longue leur semble être celle du collège et ils n'en voient pas toujours la finalité.
- Les jeunes en Lycée Professionnel regrettent de leur passage au collège le manque d'expérimentation, de travail en ateliers (cuisine, menuiserie,...). Souhaiteraient recevoir davantage d'intervenants extérieurs.
- Les jeunes lycéens disent ne pas souhaiter que leurs parents prennent une part trop importante dans l'école.

Ont été abordées : l'importance de la transmission des valeurs, l'école devant être également formatrice du futur citoyen et l'importance de donner le goût de l'effort.

Il a été rappelé l'impératif des programmes et l'échéance des examens.

2 – FAVORISER LA MIXITÉ

Ont été abordés :

- le problème de l'éducation sexuée et celui de la typologie des métiers véhiculés par les familles et la société
- la possibilité d'emploi dans le tertiaire (filiales féminines) dont les débouchés sont plus incertains.

Pour les jeunes, il serait intéressant de mixer les secteurs industriels et tertiaires dans les matières générales. Cela leur permettrait de mieux se connaître, d'échanger et de confronter leurs idées ; cela favoriserait l'ambiance dans les classes et préparerait mieux à la vie active.

3 – FAVORISER L'ÉMERGENCE D'UNE CULTURE COMMUNE À TOUS.

Deux principes :

- les valeurs communes sont distinctes des convictions privées
- l'école doit intégrer tous les enfants.

L'école doit permettre des apprentissages communs et ne doit pas accepter que certains cours et certaines activités soient choisis à la carte.

L'école doit permettre de vivre ensemble.

La laïcité permet de découvrir d'autres horizons, de confronter les points de vue. Elle permet aux jeunes de vivre autre chose que ce qu'ils vivent dans la sphère familiale, de s'intégrer et de s'émanciper.

N° 7 – « COMMENT AMELIORER LA RECONNAISSANCE ET L'ORGANISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE »

1 – AMELIORER LA CONNAISSANCE ET LA VALORISATION DES FORMATIONS

- information dans les collèges aux élèves, aux professeurs et aux parents (journées portes ouvertes lycée, se déplacer dans les collèges pour faire la promotion des sections, présenter le lycée comme un lieu d'apprentissage, favoriser les stages de découverte)
- repenser le rôle du C. I. O.
- faire appel aux médias pour des campagnes fortes
- orientation : rappeler l'évolution des métiers et des diplômes
- faire appel aux entreprises pour des interventions ponctuelles d'orientation (rappeler comment travaillent les entreprises, leurs exigences et leurs techniques de recrutement).

2 – AMELIORER LES CONTENUS

- en développant encore l'alternance :
 - meilleure communication « tuteur entreprise et professeurs »
 - meilleure connaissance des 2 mondes par des échanges plus fréquents (sous quelle forme ? à voir)
- en favorisant l'accès à l'apprentissage

3 – AMELIORER LA COOPERATION ECOLE-ENTREPRISE

- les corps de métiers ne pourraient-ils pas se déplacer dans les écoles pour qu'il y ait un échange réel ?
- réel partenariat à placer dans la formation (dans les actuels CCF, les référentiels prévoient la présence des professionnels, mais on pourrait prévoir aussi qu'ils soient élaborés en commun par enseignants et entreprises)
- revoir les documents d'évaluation, les uniformiser (mêmes documents par formation), pour faciliter l'évaluation du jeune en alternance.
- enfin, à la demande des entreprises : discuter, par district, des périodes de stages des lycéens

N° 11 – « COMMENT PREPARER ET ORGANISER L'ENTREE DANS LE SUPERIEUR ? »

1 – APPRENDRE A TRAVAILLER EN GROUPE POUR VALORISER LE TRAVAIL

- l'effort de se former est valorisé, donc on apprend
- comment rendre le travail légitime ?

2 – L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EST ACCESSIBLE AUX BACHELIERS, MAIS DE GRANDES DIFFICULTES DE REUSSITE, SURTOUT LES 1ères ANNEES (difficultés par rapport à la culture, au langage)

3 – MEILLEUR ACCES A L'INFORMATION QUANT AUX POSSIBILITES D'OBTENIR UN DIPLOME SUPERIEUR PAR D'AUTRES VOIES (V.A.E., CQPM, Contrat de Qualification, Contrat d'Apprentissage...)

- On peut toujours aller vers l'enseignement supérieur

4 – NE PAS GARANTIR A TOUS LES BACHELIERS L'ENTREE EN BTS OU EN IUT ET VALORISER LES METIERS MANUELS

- Possibilités de formation à l'interne dans une entreprise.

N° 15 – « COMMENT LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA VIOLENCE ET LES INCIVILITES ? »

1 – NECESSITE DE DEFINIR AVEC LES JEUNES LA SIGNIFICATION D’INCIVILITES ET DE VIOLENCE

Le débat a débuté sur la notion d’incivilités, terme qui recouvre un ensemble de phénomènes et dont l’acceptation n’est immédiatement perceptible ni pour les jeunes, ni pour les adultes.

Les participants ont pu travailler sur ce thème en petits groupes et dégager peu à peu les différentes facettes du mot (impolitesse, moqueries, bruits, odeurs, absence de savoir-vivre, irrespect). Ce travail a permis de mettre en évidence la distorsion existant entre la perception des adultes et celle des élèves). Les adultes ont une perception plus aiguë des incivilités alors que les élèves font plus facilement appel aux notions de violence. Mais paradoxalement, ces derniers reprochent très rapidement aux adultes des écarts de langage qui eux relèvent bien du domaine des incivilités.

2 – IMPLICATION DES PARENTS ET RESPONSABILISATION DES JEUNES

Les élèves semblent assez fatalistes face à ces incivilités et ces violences. Ils font peu confiance aux institutions (ex : police) qui sont jugées peu efficaces et fatalistes quant à la capacité de l’individu à se remettre en cause. Ils voient davantage dans le pouvoir coercitif des parents une prévention efficace (ex : fermeté, droit de regard sur les fréquentations).

Les adultes optent pour une implication de la jeunesse dans des projets ponctuels, une valorisation de l’éducation civique, des cours de savoir-vivre, des règles communes bien définies.

3 – PERSPECTIVES

Une perspective de longue haleine demeure un préalable à toute évolution. L’adulte doit parfois accepter de se remettre en question mais se sent démuné face à l’ampleur de la tâche. On peut alors légitimement se demander si une telle situation ne nécessiterait pas la création d’outils et de métiers nouveaux.

N° 21 – « FAUT-IL REDEFINIR LES METIERS DE L’ECOLE ? »

Constitué pour l’essentiel d’enseignants et d’élèves, le groupe a centré le débat sur le métier d’enseignant. Le constat de départ est que la mission principale de l’enseignant est de transmettre un savoir mais que cet objectif devient difficile à réaliser car les problèmes sociaux, psychologiques, familiaux et affectifs des élèves s’expriment au sein de la classe et pendant les cours. L’enseignant ne peut pas faire abstraction des problèmes des élèves mais souvent, il est aussi bien démuné pour y faire face. Dans cette optique, il semble intéressant de redéfinir le métier d’enseignant selon trois axes : formation initiale, exercice du métier et évolution de la carrière.

1 – REVOIR LA FORMATION INITIALE

- Sans remettre en cause la formation dispensée par l’IUFM, il semble souhaitable de mieux préparer les enseignants à leur métier, en développant des formations axées sur la gestion de :
 - la voix
 - de l’espace
 - du groupe
 - des conflits.
- Il faudrait aussi proposer une véritable formation aux stagiaires en les faisant fonctionner en binôme dans leur classe avec un professeur proche de la retraite, ce qui permet de décharger ce dernier tout en offrant une formation de qualité au stagiaire.
- Il faut également éviter que le stagiaire se retrouve directement devant une classe à la rentrée et lui laisser le temps de préparer une séquence avec son tuteur pendant une semaine avant d’assurer son cours.

- Il semble souhaitable de supprimer le mémoire professionnel de fin d'année car les stagiaires n'ont pas assez de recul pour juger leurs pratiques pédagogiques et doivent déployer beaucoup d'énergie pour réaliser ce mémoire.

2 – REVOIR LES PROGRAMMES ET FAVORISER LE TRAVAIL EN PETITS GROUPES.

Les professeurs présents souhaiteraient voir leur métier évoluer sur différents points.

a) Les programmes et les contenus

- attachement très fort à des diplômes nationaux sanctionnés par un examen de fin d'année national et anonyme. Les C.C.F. qui se développent représentent une charge de travail très lourde et l'impartialité de l'examen n'est pas garantie.
- Les programmes et les référentiels sont souvent très lourds, inadaptés au profil des élèves et il faudrait en revoir les articulations dans l'optique d'une scolarité complète.

b) Les effectifs et la gestion de la classe

Pour mieux gérer l'hétérogénéité des élèves, il faut encore réduire les effectifs des classes, éviter les regroupements de différentes sections, voire abandonner la notion de classe, en faisant fonctionner simultanément différents enseignants avec le groupe et en dispensant ainsi en quelque sorte une « formation à la carte » suivant les besoins réels des élèves.

c) Le travail en groupe

- Il faut développer le travail transversal en favorisant la création de véritables équipes pédagogiques mais pour cela il faut diminuer le temps consacré au face à face pédagogique et prévoir, à l'emploi du temps, des moments de réunion et de concertation.
- Éviter le nombre trop important de démarches bureaucratiques qui paralysent les initiatives pédagogiques.

3 – REVOIR LE SUIVI DES CARRIERES DES ENSEIGNANTS

Le constat du groupe, c'est un manque de reconnaissance du travail accompli, tant de la part du public que de la hiérarchie.

- Il faudrait un véritable suivi des équipes par les inspecteurs et non des contrôles ponctuels.
- Révision des quotas pour le passage des échelons et définition de critères clairs pour les promotions au mérite.
- Pour chaque matière, une grille d'inspection avec des critères précis.
- Problème de l'allongement de la durée du travail et de la motivation pour faire face à une classe après 60 ans.